



Umugambwe Sahwanya - Frodebu  
Front pour la Démocratie au Burundi

*Cabinet du Président*

FRODEBU 700/ 26/01/07. /CAB/ 96'

Objet :

A Son Excellence Madame Madeleine Al Bright  
Président du Conseil de Sécurité des  
Nations Unies à New York

Annexe :

Objet:

Transmission de la Position du Parti Sahwanya FRODEBU  
à propos de la lettre du Président de la République du  
BURUNDI adressée au Président du Conseil de Sécurité  
des Nations Unies

Madame le Président,

Nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente, la position du Parti Sahwanya  
FRODEBU à propos de la lettre du Président de la République du BURUNDI adressée au Président  
du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Veuillez agréer, Madame le Président, l'assurance de notre très haute considération.

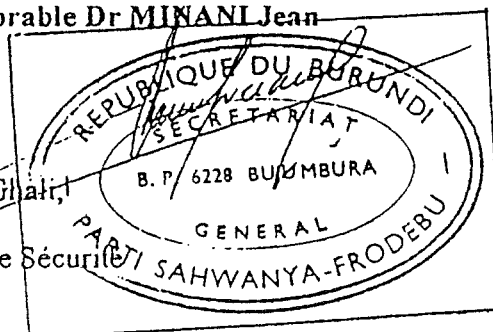
**Le Président du Parti Sahwanya FRODEBU**

Honorable Dr MINANI Jean

Copie pour information:

- Son Excellence Monsieur Boutros Boutros Ghali,  
Secrétaire Général des Nations Unies
- Madame, Monsieur le membre du Conseil de Sécurité  
des Nations Unies (Tous)

à New York



Bujumbura, le 18 Février 1996

**POSITION DU PARTI SAHWANYA FRODEBU A PROPOS DE LA LETTRE  
DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ADRESSEE AU  
PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES**

---

Le Parti Sahwanya FRODEBU vient de prendre connaissance de la lettre conjointe du Président de la République et du Premier Ministre du Burundi adressée au Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies, Madame Al Bright, dans laquelle ils affirment que "la paix et la sécurité reviennent progressivement au Burundi" et que par conséquent ils rejettent le principe d'une intervention militaire étrangère au Burundi.

Le Parti Sahwanya FRODEBU voudrait porter à la connaissance de la communauté nationale et internationale ce qui suit:

La situation de sécurité au Burundi reste aussi tragique qu'elle l'était il y a quelques semaines. En effet, ne fut-ce que au cours de ces dernières semaines, le pays a connu plusieurs massacres des populations et graves violations des droits de la personne humaine, dont nous citons quelques exemples:

1. Massacres d'une centaine de personnes dans la commune de Rutegama en Province Muramvya, par des militaires venus du camp de Gitega.
2. Massacres de 40 personnes dans la commune de Kabarore en Province Kayanza au début du mois de Février par des militaires du camp de Kayanza.
3. Massacres de 15 personnes à Karuzi par des militaires venus de Buhiga. Ces personnes étaient dans un bistrot et des militaires leur ont lancé des grenades.
4. Massacres d'une centaine de personnes en commune de Shombo en province Karuzi par des militaires qui ont mitraillé des personnes se trouvant au marché de Shombo.
5. Le 08 Février 1996, rafle d'une quarantaine d'hommes dans le quartier de Buterere en Mairie de Bujumbura, conduits au 2ème bataillon d'intervention à Ngagara, la plupart sont portés disparus. Signalons que même pendant les massacres antérieurs dans les quartiers du Nord de la capitale, c'est surtout dans ce fameux 2ème bataillon d'intervention que plusieurs personnes ont été conduites et exécutées sommairement.
6. Le 18 Février 1996, rafle de 66 personnes au marché de Gasamanzuki en Mairie de Bujumbura par le Capitaine Bizuru, conduites au 2ème bataillon d'intervention; on ne connaît pas leur sort.

7. Assassinat du seul commerçant Hutu de Mukenke en Province Kirundo, et du seul représentant du FRODEBU survivant en Province Kirundo au début de Février par des militaires.

8. Pendant la 2ème quinzaine du mois de Février, on signale la fuite vers la Tanzanie de plus de 1000 personnes des provinces Kirundo et Muyinga au Nord du pays, pourchassées par les militaires, du seul fait d'être des représentants du FRODEBU dans cette province. Ceux qui n'ont pas pu fuir auraient été tués et on ne connaît pas encore les bilans.

9. Pendant la 2ème semaine du mois de Février, massacres par les militaires de plusieurs personnes en commune Tangara en province Ngozi; le haut commandement militaire donne le bilan de 15 tués, tandis que la population donne le bilan de plus de 100 personnes tuées par les militaires.

10. Dans les Provinces de Bubanza et Cibitoke, on ne connaît plus le sort de plus de 200.000 personnes de la population qui vivait dans ces provinces avant Juillet 1995. Outre les massacres des militaires et des milices Tutsi, les épidémies de dysenterie et de choléra font des ravages dans ces populations en plein désarroi.

11. Les quartiers de Kamenge, Gasenyi, Kanyosha restent complètement déserts de populations suite à l'épuration ethnique de la ville de Bujumbura.

Les populations Hutu qui habitaient ces quartiers sont dispersées dans plusieurs camps de déplacés où elles subissent tous les malheurs. On enregistre en moyenne 60 décès par jour dans ces populations en particulier chez les enfants et les personnes âgées.

Aux dernières informations, ces quartiers sont entraînés d'être systématiquement détruits par les milices Tutsi et certains éléments de l'armée afin d'empêcher tout retour des populations Hutu dans ces quartiers.

12. Cette épuration et exclusion ethnique reste quasi totale non seulement à Bujumbura mais dans tous les centres urbains du pays.

13. Les Représentants du peuple (Députés) issus du Parti Sahwanya FRODEBU, sont persécutés:

Outre l'emprisonnement arbitraire et illégal de l'Honorable Bucumi Cassien, parlementaire dans la circonscription de Rutana, par le Major Karenzo, Commandant de district, le bombardement, le pillage et l'incendie de la résidence de l'Honorable Augustin Nzojibwami, Secrétaire Général du FRODEBU; on connaît ces derniers jours la persécution et le terrorisme exercés à l'endroit des députés Nduwayo Gervais, Kirara Analet, par les militaires.

Le 5 Février 1996, les parlementaires de la circonscription de Cibitoke sont attaqués au fusil et à la grenade. Un enseignant est tué sur place et plusieurs blessés sont enregistrés dont le député Ntirandekura Audace et le représentant provincial du Parti FRODEBU Mr Ndikuriyo Rénovat. La maison du député Gahungu Gérard et son véhicule sont sérieusement endommagés.

En même temps, la coalition entre l'armée et la magistrature, réclame la levée de l'immunité parlementaire de 19 parlementaires du FRODEBU pour pouvoir casser l'Assemblée Nationale.

14. En province Makamba, province qui n'avait pas encore été touchée par les violences jusqu'à ces deux derniers mois, on assiste à une série de disparitions et d'assassinats imputables aux militaires.

On peut citer:

- a) le cas de Mr Ndagijimana, exécuté par les militaires sur le terrain de football de Nyanza lac.
- b) Monsieur Muyange poignardé par deux militaires de Nyanza Lac. Son cadavre sera rendu 2 jours après.
- c) Monsieur Masumbuko Hussein, disparu au camp Mabanda après son arrestation le 30/11/1995 par les policiers.
- d) deux élèves du Lycée Makamba, Ndikuriyo Jean Claude de 10ème B et Niyonkuru de 7ème enlevés par les militaires de la position de Gifuruzi. Ils seront torturés atrocement avant d'être achevés au camp militaire de Nyanza lac; leurs cadavres n'ont pas été rendus à leurs parents.
- e) le 19 Janvier 1996, Monsieur Nahimana Germain, arrêté par des civils (Ndikumasabo Alfred et Ngendanzi Pascal), livré aux militaires, il mourra le 3 Février 1996 suite aux tortures.
- f) le gouverneur de cette province vient de faire un cri d'alarme dans sa lettre écrite au commandant de la région militaire avec copie pour information au Premier Ministre dans laquelle il stigmatise le rôle de l'armée dans la destabilisation de sa province.

15. En peu partout dans le pays, on signale des arrestations arbitraires et des disparitions de personnes arrêtées par les militaires, sans laisser de traces.

16. Des sources concordantes confirment que les milices et des civils Tutsi continuent à être armés à grande échelle, et sont massivement renforcés par de nombreux éléments de l'APR (Armée Patriotique Rwandaise) qui désertent en grand nombre ces derniers jours.

**Est-ce un fait de hasard ou un plan savamment concocté?**

Par ailleurs, on signale de grands mouvements d'infiltrations de bandes armées Hutu, se préparant certainement à mener des attaques.

17. Le Premier Ministre Antoine Nduwayo lors de sa rencontre avec le Sénat Belge vient d'affirmer que "s'il y a une intervention étrangère au Burundi, l'armée burundaise se comportera immédiatement comme une milice!"

**Etait-ce une menace, un chantage ou une confirmation!**

18. Depuis quelques jours, les tirs d'armes automatiques, de blindés et de mortiers ont repris de façon intensive dans la ville de Bujumbura et dans les communes environnantes.

**Tout semble indiquer que la situation burundaise est semblable à celle qui prévalait au Rwanda à la veille du 6 Avril 1994; n'importe qui, n'importe quoi peut faire exploser la situation.**

**OUTRE CETTE SITUATION COMBIEN ALARMANTE, AUCUN DIALOGUE A QUELQUE ECHELON QUE CE SOIT N'A JUSQU'A MAINTENANT ETE INITIE NI ENGAGE ENTRE LES PARTENAIRES POLITIQUES EN DEHORS DES INITIATIVES**

HABITUELLES CONNUES DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DONT NOTAMMENT CELLE DU PRESIDENT JIMMY CARTER.

Ici nous saluons les efforts de la Communauté Internationale qui ne ménage rien pour trouver une solution à notre crise.

Au vu de cette situation, le FRODEBU s'étonne lorsque le Président de la République et le Premier Ministre affirment qu'il y a le retour à la paix et la sécurité, et refusent une des solutions proposées par la Communauté Internationale.

Nous sommes convaincus que c'est sous la pression du haut commandement de l'armée, de l'appareil judiciaire devenu plutôt un appareil de répression politique (en effet, la cours constitutionnelle est saisie de l'inconstitutionnalité du Président actuel et l'affaire est en délibérée), le Président de la République vient de rejeter la requête du Secrétaire Général de l'ONU, sans toutefois proposer une solution réelle et durable aux problèmes actuels du Burundi, qui puisse donner un espoir au peuple burundais dont les souffrances s'alourdissent au jour le jour.

**Le FRODEBU ne voudrait pas partager la responsabilité historique devant la communauté nationale et internationale de ne pas avoir engagé tous les efforts nécessaires pour éviter la catastrophe au Burundi, si cette dernière devait survenir comme beaucoup de signes précurseurs l'indiquent.**

C'est pour cette raison que le Parti Sahwanya FRODEBU demande à la Communauté Internationale, particulièrement au Conseil de Sécurité des Nations Unies, au Secrétaire Général des Nations Unies et à tous les amis du peuple burundais et aux peuples du monde entier, de ne pas se laisser distraire par des manoeuvres ne visant que des intérêts égoïstes.

Le Parti Sahwanya FRODEBU leur demande d'engager rapidement toute solution capable de:

- stopper les massacres des populations,
- arrêter les graves violations des droits de la personne humaine,
- ramener la paix et la sécurité au Burundi,
- favoriser un dialogue sincère et véritable pour une solution non pas éphémère mais réellement durable au Burundi,
- instaurer un état de droit où toutes les filles et fils de ce pays se sentent en sécurité de la même façon et jouissent pleinement de leurs droits,
- ramener tous les réfugiés, les déplacés et les dispersés chez eux et dans leurs droits humains,
- ramener la légitimité et la légalité constitutionnelle.

C'est pour toutes ces raisons que le Parti Sahwanya FRODEBU continue à soutenir la requête du Secrétaire Général des Nations Unies, Son Excellence Mr BOUTROS BOUTROS GHALI, et la Résolution N° 1040 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

**Le Président du Parti Sahwanya FRODEBU**

